

Gmichenl.
B 19 A 3
Signatur 76
Datum Feb. 1928 192

L'Asie Française (Paris)

№ 257..

COLONIES ITALIENNES

Les aspirations grecques du Dodécanèse. —
Le Syllogue ou Union des Dodécanésiens
d'Alexandrie d'Egypte a envoyé au prince héritier d'Italie, lors de son débarquement en terre égyptienne, un radiogramme nettement hellénophile. Evoquant le souvenir des traditions de la maison de Savoie, qui a tant fait pour la libération et l'unification de l'Italie, ce radiogramme exprime le vœu que ces traditions incitent le prince à intervenir auprès du gouvernement italien en faveur du rétablissement national du Dodécanèse et de son union à la Grèce, sa mère-patrie... Pas plus que les requêtes hellénophiles des Chypriotes, cette requête des Dodécanésiens ne semble avoir de chances d'être écoutée.

Grischenl.

Signatur

B 19

h 3
g 6

Datum März 1928

192

L'Asie Française (Paris)

Nr. 258

COLONIES ITALIENNES

~~Aspirations helléniques du Dodécanèse.~~ — Si les habitants mêmes du Dodécanèse gardent un silence qu'ils auraient danger à rompre, ceux des leurs qui se sont réfugiés à Athènes maintiennent les revendications helléniques du fond ancien de la population des îles, et les expriment publiquement de temps à autre. Les récentes déclarations du chancelier d'Autriche, Mgr Seipel, formulées au Parlement et relatives à l'oppression dont sont victimes les populations autrichiennes du Tyrol devenu italien, ses revendications en faveur de la culture intellectuelle allemande dans la haute vallée de l'Adige, leur ont fourni l'occasion de le faire. Après avoir félicité Mgr Seipel de ses déclarations, ils ont dit, dans leur télégramme, que les Dodécanésiens, subissant, eux aussi, le joug italien, étaient particulièrement bien placés pour comprendre les souffrances des populations autrichiennes du Tyrol ; aussi unissaient-ils leur faible voix à la protestation formulée par l'Autriche.

Le Messenger d' Athènes
Nr. 3950

La Grèce-le Dodécanèse

Un nouvel article de M. DOUSMANIS, ancien
chef de l'Etat-major général

Tous les Etats s'occupent, en temps utile et sérieusement de la défense de leurs frontières. En ce qui concerne nos frontières continentales, d'après les informations des services compétents, le travail nécessaire se fait : pour cette raison, nous ne croyons pas nécessaire d'intervenir, du moins pour le moment. Mais, pour les frontières maritimes de la Grèce insulaire, de cette "Polynésie", plutôt on n'en prend, à ce que nous sachions, aucun souci. C'est à notre flotte qu'incombe la garde de nos frontières maritimes et de sa concentration, bien opérée assurera éventuellement leur sécurité. N'ayant aucune compétence dans les questions navales, nous ne voulons pas nous en occuper.

Nous espérons que ceux qui sont spécialement chargés de la direction et de l'organisation de notre marine de guerre étudient et préparent la défense du pays sur mer. Nous désirons seulement examiner un cas particulier, de nature plus militaire que navale et proposer ce qui, selon nous, devrait se faire. Certes nous n'avons pas la prétention de donner des conseils à ceux qui ont la responsabilité de la défense du pays; mais simplement, en écrivant pour attirer leur attention, nous voulons sommairement exposer nos idées et nos opinions.

Nous avons dit précédemment que nous examinerons nos frontières maritimes qui ont rapport avec nos nécessités militaires et que nous ne devons pas laisser à la seule juridiction de notre flotte. Nous devons en effet soulager celle-ci de ce souci, obligée qu'elle est de tourner son attention vers d'autres opérations. La Grèce, liée par des pactes spéciaux avec d'autres Etats, balkaniques ou non, pourrait, à un moment donné, être appelée à faire face à des circonstances résultant pour elle de l'application des divers pactes; elle peut être appelée à agir comme allié ou comme ennemi dans des circonstances qui pourraient menacer soit l'intégrité du pays soit son indépendance même, soit les obligations découlant des pactes.

Cet examen est des plus sérieux. Car, en raison de divers traités oppressifs, conclus à des moments où la Grèce se trouvait dans une situation très grave et que la nécessité fit accepter, la Grèce se trouve privée des moyens de défendre son territoire national à cause de la neutralisation injustement imposée aux grandes îles de l'Egée, sans

que soit tout au moins assurée l'indépendance de ces îles grecques abandonnées ainsi à la discrétion des ennemis. Le traité qui a proclamé ces îles neutres ne donne aucune garantie que les îles neutralisées sont assurées contre des invasions ou des conquêtes, comme il est arrivé pour Corfou, qui a été bombardée et occupée tandis qu'elle était neutre et, comme telle, privée de moyens de défense. Mais nous ne vo-

lons pas traiter de ces îles car c'est là une question purement politique dans laquelle les militaires seront appelés à donner leur avis à titre complémentaire. Le sujet dont nous nous proposons d'examiner dans le présent article est différent.

Il s'agit de nos frontières maritimes en sud-est de la mer Egée en face desquelles l'Italie amie s'est installée, occupant les îles purement grecques du Dodécanèse. Certainement, il ne nous appartient pas d'examiner comment et pourquoi l'Italie amie a occupé ces îles. Nous sommes surpris par cet acte injuste de la part de cette grande nation amie, et surtout après ce que nous avons écrit à ce sujet dans un précédent article; mais nous laissons le soin et la responsabilité du règlement de cette question à ceux qui dirigent nos affaires politiques. Nous arrivons à l'exposé de nos opinions, non pour donner des conseils et instructions irresponsables aux responsables, mais pour attirer l'attention des personnes compétentes ou non pour qu'elles étudient le sujet exposé; et nous acceptons d'avance la solution qui sera donnée, désireux seulement d'engager les dirigeants et l'opinion publique, à tourner leur attention vers cette question très importante et grave.

**

Le sujet que nous nous proposons de traiter est des plus importants. Car il s'agit d'une part de la défense de notre pays; et d'autre part de la possibilité de garder une neutralité effective dans l'éventualité d'un conflit entre l'Italie et quelque autre puissance également amie, ce qui porterait la guerre à l'extrémité sud-est des eaux territoriales de la Grèce, mettant ainsi le pays dans une situation périlleuse, puisque cette éventualité créerait de nouveau pour la Grèce la question de savoir comment elle garderait la neutralité due, en pareil cas aux deux pays amis. Car, si l'Italie était obligée d'entrer en conflit avec une autre puissance et si cette puissance voulait attaquer les installations militaires italiennes en partant des eaux territoriales grecques, la Grèce doit empêcher cette opération pour faire respecter sa neutralité et protéger les intérêts vitaux des habitants grecs des îles.

Car ces Grecs sont exposés à payer de leur vie et de leurs biens les frais d'un tel conflit entre les deux puissances belligérantes. La situation de la Grèce, dans cette circonstance serait très pénible. Car elle courrait le danger d'être impliquée dans une guerre contre l'une de ces deux puissances et peut-être contre les deux. Or un tel cas s'est présenté dans le passé récent!

La Grèce doit prévoir ce cas dès à présent et trouver la façon d'éviter cette complication dangereuse. L'Italie, pour des raisons qu'elle connaît, procède à de grandes installations défensives dans l'île de Léros et à Astypalaia pour la sécurité de sa flotte qui aurait à agir dans une certaine éventualité.

Sa principale installation défensive

se trouve dans la golfe de Lakki, à l'ouest de l'île de Léros. Ce golfe, assez large peut servir comme refuge à la flotte italienne qui y entrerait pour éviter le cas échéant la poursuite d'une flotte ennemie. Par conséquent, il est évident que la flotte ennemie cherchera à agir du côté de la mer à l'ouest de Léros et qu'elle aura besoin de se mettre en ordre de combat dans les eaux territoriales grecques et de partir de là pour détruire les installations défensives italiennes se trouvant à Léros ou dans toute autre île occupée par l'Italie. C'est ce cas que la Grèce doit éviter. Le seul moyen qu'elle a pour imposer sa volonté et faire respecter la neutralité grecque et protéger les habitants grecs des îles serait la menace d'empêcher par la force l'utilisation des eaux territoriales grecques pour attaquer les installations de l'Italie amie.

Cette question est absolument vitale pour les intérêts nationaux de la Grèce. L'occupation étrangère du Dodécanèse est forcément provisoire. Cela, l'histoire universelle le prouve: les peuples d'après les récents et suprêmes principes civilisateurs doivent se gouverner eux-mêmes.

La Grèce a l'expérience de la domination, deux fois réduite en esclavage et deux fois libérée de la tyrannie. Et, dans les derniers temps, elle a réussi, grâce à la solidarité des Grecs libres envers leurs frères irrédimés, à donner la liberté à tant de terres grecques esclaves. Pour cette raison nous sommes sûrs que, tôt ou tard, les Dodécansiens obtiendront leur indépendance et leur propre administration. Cela certes sera obtenu non par une action de guerre mais parce que la noble et vaillante nation italienne reconnaîtra l'inutilité de l'occupation. Fatalement le gouvernement italien arrivera à cette constatation. Et nous sommes sûrs que si le grand Duc de l'Italie était dégagé de ses autres grandes préoccupations, s'il pouvait examiner lui-même la question du Dodécanèse, il aboutirait à ce noble et très honorable geste.

Wenden!

Cependant, tout en ayant cette conviction, nous ne devons pas nous abandonner au hasard. Il y a divers facteurs qui peuvent agir de sorte que, si cet acte est retardé pour une raison quelconque, la question se complique et les habitants du Dodécannèse se trouvent exposés à des destructions matérielles pour des questions étrangères à leur nationalité et leurs intérêts. Pour cela nous qui, avec l'aide divine, avons acquis notre liberté et le droit de disposer de nous-mêmes, nous avons l'obligation de travailler pour contribuer, avec l'Italie amie, à conjurer ces dangers. La Grèce, après tout ce que nous avons dit plus haut, doit chercher le moyen de protéger les intérêts de nos frères de sang, qui, coopérant avec les autres Hellènes et au prix de lourds sacrifices, ont contribué depuis la guerre de Troie à créer la grande et glorieuse histoire de la race hellène.

* *

Il ne nous est pas permis d'examiner cette question plus à fond. Nous nous bornons simplement à quelques indications par le moyen de la presse, n'ayant pas l'honneur ni la chance de participer responsablement aux affaires de l'Etat. Voyons ce que doit faire la Grèce et comment nous pourrions assurer notre sécurité et notre neutralité en cas de conflit de l'Italie avec une autre puissance quelconque éclatant dans les Sporades méridionales.

Traçons sur la carte deux lignes qui seront les frontières maritimes hypothétiques entre les îles de la Grèce et les îles helléniques occupées par l'Italie. La frontière italienne sera marquée par une ligne rouge qui partira de Patmos, rejoindra Astypalaia (Stampalia), Halki, la pointe SE. de Rhodes, la pointe N. de Carpathos, pour aboutir à Cassos. Une ligne bleue tracera la frontière grecque suivant le même zig-zag : Phourai, pointe N. d'Amorgos, Phidoussai, Anaphi, Saros, pointe NE de la Crète. Pour faire face à la situation, nous proposons d'établir à l'Est de la ligne bleue des installations défensives, pareilles à celles que les Italiens ont établies à l'Est de la ligne rouge. Les nôtres doivent être aussi fortes que les italiennes, afin que, le cas échéant nous puissions aider l'Italie amie à sauvegarder la vie et les biens de nos frères qui sont sous sa protection et qui se trouveront injustement exposés, contre leur sentiment national, contre leur intérêt national, aux périls de la guerre. Heureusement, près des frontières hypothétiques ci-haut tracées, nous avons de très sérieux appuis sur des îles grecques non neutralisées. Phourai, Naxos, Amorgos, Sitia en Crète peuvent servir pour établir des centres navals, où nous pourrions installer des ports militaires pour nos contre-torpilleurs de chasse, pour les sous-marins, et diverses installations pour notre aviation de chasse, la T.S.F. où nous pourrions

construire nos dépôts, nos batteries côtières, etc.

Une telle organisation sera d'une aide très grande pour l'Italie et la Grèce. Et nous sommes obligés de subir cette grosse dépense. Car nous avons le devoir national de protéger la vie, les biens, l'indépendance des innocents Dodécannésiens, qui se trouveront exposés aux dangers de la guerre qui sera menée entre deux puissances étrangères pour des intérêts étrangers. La situation des malheureux Dodécannésiens sera terrible en pareille conjoncture, car ils verront leur vie et leurs biens détruits sans qu'eux, purs Hellènes, soient responsables d'un conflit entre deux peuples pour eux ethniquement étrangers.

Les gouvernants de la Grèce après la grande guerre, ceux d'aujourd'hui et ceux à venir si ces derniers suivent l'exemple de leurs prédécesseurs, porteront une responsabilité immense pour la situation internationale qui s'est créée dans les helléniques Sporades méridionales. Ils ne sont nullement justifiés en alléguant l'argument malheureux que, du moment que nous sommes impulsés à donner aux Dodécannésiens l'indépendance nationale, nous ne devons pas nous mêler aux affaires de puissances étrangères. Nous avons le droit de défense et dans les limites de ce droit et de notre devoir national, nous devons agir, nous rendant en même temps agréables et utiles à la grande Italie amie.

Les traités internationaux qui ont injustement et inhumainement reconnu à l'Italie le droit d'occuper un territoire non national, ne lui ont certainement pas donné le droit de sacrifier, pour de douteux intérêts, la vie et les biens de populations qui n'ont aucun rapport avec les intérêts de l'Italie, pour eux étrangère. Ayant cela en vue, l'Italie amie s'accordera certainement avec nous pour que, sans que ses intérêts matériels aient à souffrir, ne soient pas sacrifiés des hommes qui n'ont aucune responsabilité pour les vues de con-

quête italiennes. Et nous usons de ce langage dans l'espoir que le grand Dux de la noble nation italienne comprendra que l'occupation du Dodécannèse est chose inutile et coûteuse. M. Mussolini est grand, non parce qu'il est un tyran, mais parce qu'il est la lumière qui éclaire l'esprit de la nation italienne.

Neue Zürcher Zeitung
Nr. 1333

Die Zukunft des Dodekanes

London, 27. Aug. (Exchange) „Manchester Guardian“ befaßt sich eingehend mit der Zukunft des Dodekanes und setzt sich für die Uebergabe der Inselgruppe an Griechenland ein, wenn einmal der Krieg zu Ende sein wird. In einem Artikel, der in den Londoner politischen Kreisen, vor allem bei den Griechen, starkes Interesse wachgerufen hat, wird auf die Friedenskonferenz nach dem letzten Weltkrieg hingewiesen, an der die Regierungen Großbritanniens, Frankreichs, der Vereinigten Staaten und auch Italiens das Recht Griechenlands auf dieses vorwiegend von Griechen bevölkerte Gebiet anerkannt. Der „Manchester Guardian“ bezieht sich dabei auf ein Memorandum, das von dem in Alexandrien errichteten „Nationalkomitee für den Dodekanes“, das sich aus Auswanderern der Inselgruppe zusammensetzt, verfaßt wurde. Die Schrift, die den Vereinigten Nationen zugeleitet wurde, fordert den Anschluß des Dodekanes an Griechenland. Die griechische Exilregierung hat bis jetzt offiziell noch keinen Anspruch auf die Inselgruppe erhoben.

Türkei

Signatur B 19 g 4 a -

Datum 15. März 1938

Der Nahe Osten (Jstanbul)

Nr. 6 .

**Der Handel
mit dem Dodekanes**

Die Zollbehörden haben Weisung erhalten, daß gegen Waren türkischen Ursprungs, die nach den nahe der türkischen Küste gelegenen italienischen Inseln (Dodekanes) ausgeführt werden, im Wege des Tausches nur solche Waren in die Türkei eingeführt werden dürfen, die von den genannten Inseln stammen. Die bisherigen Kompensationsgeschäfte werden jedoch, soweit sie bereits eingeleitet sind, nach den früheren Bestimmungen abgewickelt.